



Fédération Nationale de l'Enseignement de la Culture et de la Formation Professionnelle Force Ouvrière

12 rue du Docteur Jean Lansac - BP 11024 – 65010 Tarbes Cedex
Tél. : 06 87 37 93 32 – fnecfp.fo65@gmail.com – www.foenseignement65.wordpress.com

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Ce CSA se tient dans un contexte particulier, marqué à la fois par une situation politique préoccupante et une dégradation continue des conditions de travail des personnels.

Les dynamiques électorales observées ces derniers mois et confirmées par les élections municipales du mois de mars montrent une montée inquiétante de l'extrême-droite. Les niveaux d'abstention montrent un désengagement des citoyens pour la vie politique. Cette situation est causée, entre autres, par un sentiment d'abandon exprimé par une partie croissante de la population, notamment vis-à-vis des services publics, dont l'Ecole.

Dans le même temps, sur le terrain, les personnels font état d'une dégradation constante de leurs conditions de travail, comme en attestent les très nombreuses remontées consignées dans les registres santé et sécurité au travail (RSST), que nous étudions en formation spécialisée.

La FNEC FP-FO alerte une nouvelle fois sur le fait que ces signalements restent trop souvent sans réponse concrète de l'administration, malgré les demandes répétées portées en formation spécialisée. Cette absence de traitement des situations signalées est inacceptable et contribue à aggraver les risques pour la santé et la sécurité des personnels.

Ce CSA se tient dans un contexte de colère et de mobilisation croissante des personnels, des parents d'élèves et des élus, partout sur le territoire.

Les annonces de carte scolaire, issues du budget imposé par 49-3, provoquent une avalanche de fermetures sans précédent, conséquence directe des 4000 suppressions de postes dans le premier degré. Cette politique s'inscrit dans un choix clair : celui d'un budget d'austérité au service de la guerre, au détriment de l'Ecole publique.

Partout en France, les mobilisations se multiplient : grèves, rassemblements, blocage d'écoles. Les personnels refusent cette politique de destruction. Ils exigent des moyens pour enseigner, pour accompagner les élèves, pour exercer leur métier dignement.

Dans ce contexte, la FNEC FP-FO rappelle ses revendications immédiates :

- Annulation de toutes les suppressions de postes,
- Création de tous les postes nécessaires, notamment les postes statutaires et spécialisés,
- Maintien de toutes les classes

Mais cette carte scolaire ne peut être analysée indépendamment d'un autre axe majeur des politiques ministérielles : la généralisation des pôles d'appui à la scolarité (PAS).

Les PAS aggravent l'inclusion systématique et forcée en substituant à une prise en charge spécialisée des élèves à besoins particuliers une logique de gestion de la pénurie. En intervenant en amont des notifications et en limitant le recours aux dispositifs adaptés, ils remettent en cause les droits des élèves à bénéficier d'un accompagnement à la hauteur de leurs besoins. Cette

politique conduit à maintenir dans les classes ordinaires, sans moyens suffisants, des élèves qui relèvent d'un enseignement spécialisé ou de soins, faisant peser sur les personnels une charge supplémentaire sans réponse adaptée de l'institution.

Pour la FNEC FP-FO, les PAS constituent donc une double peine :

- Ils aggravent l'inclusion systématique et forcée, en remettant en cause les droits des élèves en situation de handicap et de leur famille,
- Ils entraînent mécaniquement de nouvelles fermetures de classes en mobilisant des postes au détriment des écoles.

Nous le rappelons :

- 30000 élèves devraient être scolarisés en établissements spécialisés et ne le sont pas, faute de places,
- 50000 élèves notifiés n'ont aucun accompagnement AESH.

Face à cette situation, les personnels ne demandent pas du « coaching », mais :

- Des enseignants spécialisés
- Des places en établissements médico-sociaux
- Des AESH sous statut avec un vrai salaire

La politique d'inclusion systématique et forcée, aggravée par les PIAL et les PAS, conduit à une dégradation majeure des conditions de travail, à une mise en danger des personnels et des élèves, et à une remise en cause des droits fondamentaux.

Par ailleurs, la FNEC FP-FO tient à souligner la gravité de la situation concernant la santé des élèves et des personnels.

Le manque criant de médecins scolaires, d'infirmiers, de psychologues et de personnels sociaux empêche toute prise en charge sérieuse des élèves. Dans ce contexte, les projets ministériels visant à pallier cette pénurie par des protocoles et des dispositifs dégradés sont insuffisants et inacceptables.

La FNEC FP-FO refuse toute logique de substitution aux personnels qualifiés et exige :

- Le recrutement massif de personnels médico-sociaux
- Le respect des missions et des qualifications
- Les moyens nécessaires pour répondre à l'explosion des besoins.

Enfin, la FNEC FP-FO rappelle que toutes ces attaques – suppressions de postes, inclusion forcée, dégradation des conditions de travail – sont directement liées aux choix budgétaires du gouvernement.

Des milliards sont consacrés aux dépenses militaires pendant que l'Ecole publique est sacrifiée.

Pour la FNEC FP-FO, c'est inacceptable.

C'est pourquoi la FNEC FP-FO se tient aux côtés des personnels qui se mobilisent et appelle à amplifier le rapport de force pour obtenir :

- L'abandon des suppressions de postes
- La création des postes nécessaires
- L'abandon des PIAL et des PAS
- Le respect des droits des élèves, de leur famille et des personnels

La FNEC FP-FO continuera à porter ces revendications dans toutes les instances et à soutenir toutes les mobilisations décidées par les personnels.